

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/2 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.2.63373

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

er kein Totalitarismus moderner Prägung. Gerade die jüngere Forschung hat seine strukturellen, vornehmlich sozialen Begrenzungen deutlich herausgearbeitet. Der Absolutismus blieb eingehegt: Seine eigenen theoretischen Konstrukte ließen sich nur bedingt mit der frühmodernen staatlichen Praxis in Übereinstimmung bringen. Die konkreten Lebensbedingungen der adligen Welt mit ihren patriarchalischen Modellen sicherten den Klientelverhältnissen ein zähes Weiterleben.

Eine oberflächliche Synthese der divergierenden Forschungsmeinungen liegt nicht in der Absicht der Autoren. Sicher läßt sich aber auch mit einem Blick über Frankreich hinaus die Aussage treffen, daß die traditionelle ideen-, rechts- und institutionsgeschichtliche Sicht der Staatsentwicklung bei all ihren Verdiensten nur einen sehr begrenzten Ausschnitt der historischen Realität eingefangen hatte, und erst die neuere sozio-kulturelle Forschung das so schwer greifbare Phänomen des Absolutismus in seiner ganzen Bandbreite in den Blick nimmt, indem sie u. a. die Lebenswirklichkeit der handelnden und erleidenden Menschen in den Mittelpunkt ihrer Betrachtung stellt.

Rainer BRÜNING, Karlsruhe

Norbert FURRER, *Die vierzigsprachige Schweiz. Sprachkontakte und Mehrsprachigkeit in der vorindustriellen Gesellschaft (15.–19. Jahrhundert)*, 2 Bde., Zürich (Chronos Verlag) 2002, 699 et 478 p.

Dense, érudit, d'une rigueur scrupuleuse, d'une haute tenue scientifique, cet ouvrage comporte deux volumes totalisant plus de 1000 pages, le premier consacré à une analyse du problème, elle-même étayée par de nombreuses pièces justificatives, le deuxième aux sources de première et de seconde main servant à illustrer le multilinguisme suisse dans l'histoire. Des cartes, des fac-similés de documents anciens et une table chronologique témoignent du soin apporté par l'auteur à l'élaboration de son travail.

La période étudiée couvre »l'ancien régime linguistique«, entre le Moyen Âge tardif qui s'achève vers 1450/1500 et l'époque contemporaine (le terme de »préindustrielle« nous semble, dans le cas présent, mal approprié) qui débute vers 1850/1900, soit une investigation portant sur quatre siècles. Cette perspective historique ne doit rien au hasard, les temps modernes apparaissant, sur le plan culturel, comme une période de profondes mutations. C'est l'époque où les langues populaires, longtemps cantonnées dans leur forme orale, tendent à revêtir une forme écrite pour devenir les langues juridiques de la Confédération, concurrençant le latin qui bénéficiait d'une situation de quasi-monopole comme langue de l'Église, de la diplomatie, de l'Université, des sciences et de la philosophie, encore qu'il s'était peu à peu abâtardi en passant d'une forme »classique« à une utilisation »pragmatique«. Cette marginalisation du latin allait de pair avec la contestation de l'Église catholique comme de l'Empire universel et avec l'émergence des nations dont ces langues, dites vulgaires, véhiculaient l'idéologie. Cette promotion n'a pas été, pour autant, suffisante pour éradiquer les dialectes: l'auteur rappelle que dans les années 1860, au moment où se faisait l'unité italienne, 10% seulement des Italiens parlaient l'italien (ils ne seront que 50% au début du XX^e siècle) et qu'à la même époque le quart de la population française ne parlait pas le français, en dépit d'une unification politique précoce... Une mobilité des populations accrue, qu'elle soit matérielle (développement des transports) ou sociale (grâce à l'école et à l'armée) ne viendra pas à bout de cette contestation linguistique. Or l'avènement des langues nationales coïncide avec l'invention, vers 1450, de l'imprimerie à caractères mobiles, autorisant la circulation et, dirions-nous aujourd'hui, la médiatisation des idées et de l'information. L'auteur évoque les autres circonstances qui accompagnent le développement des langues nationales: sécularisation de la *Weltanschauung* induite par la Réforme d'abord, la philosophie des Lumières ensuite; »globalisation« de l'horizon européen suite aux grandes découvertes et à l'activité des mis-

sionnaires; »mercantilisation« du travail humain qui rend plus nécessaire l'usage des langues vernaculaires, comme l'urbanisation de la société développe l'économie de marché et nourrit, par ailleurs, la tendance à imiter le »bon usage« des classes privilégiées.

Au cœur de cette problématique, la Suisse apparaît comme un laboratoire de choix (t. I, p. 45–133). Les trois langues reconnues par la Constitution fédérale de 1848, puis les quatre langues officielles – produits dérivés, sinon de la conquête, du moins de l'affirmation d'un pouvoir – n'ont jamais réussi à étouffer la centaine d'idiomes régionaux et locaux qui se moquent des frontières: écrites ou parlées, maternelles ou adoptives, ces langues se caractérisent par leur éclatement qui n'exclut pas une certaine hiérarchisation. La mauvaise intégration linguistique du pays s'inscrit dans un système culturel pluriel, dénué de toute homogénéité. Sans doute serait-il abusif d'élever au rang de paradigme, pour l'ensemble de l'Europe, une constellation linguistique aussi poussée qui constitue sans conteste une exception.

Norbert Furrer est avant tout un historien qui propose un essai de psycho-sociologie linguistique avec l'apport des techniques et de l'outillage conceptuel propres aux linguistes et aux philologues qui trouveront donc leur miel dans son ouvrage. Mais, pour l'historien, la langue cesse d'être un objet en soi pour revêtir une fonction de communication, d'expression du savoir et d'affirmation identitaire. L'auteur définit la notion de »communauté linguistique« qui le conduit à constater que, du fait des perméabilités horizontales (dans l'espace) et verticales (dans les hiérarchies), il est possible d'appartenir simultanément à plusieurs communautés linguistiques. Se dégagent ainsi les notions de »frontière linguistique« (t. I, p. 135–201) et de »contacts linguistiques« (t. I, p. 203–338). Ces derniers reposent sur l'oralité (relations paysan-citadin, maître-domestique) autant que sur l'écrit et se tissent dans des lieux de contact tels que les marchés ou les pèlerinages ou se développent grâce aux voyageurs de passage, aux artisans itinérants ou aux émigrants de retour au pays... Il s'en suit qu'il n'existe guère que des langues »impures« (t. I, p. 295–375), contaminées par des emprunts ou déformées par des interférences avec d'autres langues (dommage que l'utilisation des termes anglo-saxons de *code-switching* et de *code-mixing* soit incontournable!).

- Restait à analyser la polyphonie suisse elle-même. Norbert Furrer le fait sous trois angles:
- institutionnel: c'est le pays de Vaud (t. I, p. 379–491), à population »romane« soumise, entre 1536 et 1798, à l'autorité »alamane« de Berne, qui en fournit le meilleur exemple son intégration dans l'espace français ne se réalisera que très progressivement entre la deuxième moitié du XVIII^e et le XX^e siècle;
 - socio-professionnel à travers l'exemple de l'émigration militaire de quelque 100 000 ressortissants suisses engagés au Portugal, à Naples, en Suède, en Angleterre, en Hongrie, en Russie ou en Inde du XV^e au XIX^e siècle (t. I, p. 495–549): il importe de comprendre comment les contacts avec d'autres cultures leur ont permis de rapporter chez eux un certain bagage linguistique et de contribuer ainsi à l'évolution même de la langue »nationale«;
 - individuel à travers la »biographie linguistique« d'une personnalité exceptionnelle (t. I, p. 551–606), celle de Kaspar Stockalper de Turm (1609–1691), un notaire de la région de Brigue (Valais), avant tout homme de contact et de communication, mais dont les activités se révèlent aussi polyvalentes (politicien, diplomate, homme d'affaires) que son expression est polyglotte.

Un ouvrage à lire et à relire, à consulter et à méditer.

Jean-Michel BOEHLER, Strasbourg